me souviens d'avoir dit qu'elle devrait être haussée de \$20 à \$30 et l'âge abaissé à 65 avec élimination de l'évaluation des ressources, mais des hommes plus âgés à l'époque m'avaient répondu que j'avais de bonnes idées, mais que cela ne pouvait se faire. Monsieur l'Orateur, nous avons réussi à faire porter de \$20 à près de \$120 la pension de base, sans condition d'aucune sorte, et nous avons ramené à 65 ans l'âge d'admissibilité. Voilà l'un des plus récents exemples de projets prétendument impossibles qui ont été réalisés. Monsieur Pearson et son gouvernement ont fini par comprendre qu'ils pourraient abaisser cet âge de 70 à 65 ans, en procédant année par année.

Plus récemment, on nous a dit qu'il était impossible de relever de plus de 2 p. 100 par année la pension de vieillesse. Mais sous le gouvernement minoritaire, nous avons fait abolir ce plafond de 2 p. 100, et les pensions de retraite suivent maintenant l'indice du coût de la vie. J'aurais beaucoup à dire, si le temps me le permettait, sur les retards constants qui sont dus au mode de calcul de l'indexation. Ce que je veux dire, c'est que les mesures prises maintenant, en matière de pensions passaient pour impossibles, auparavant. Qu'on ne vienne pas prétendre qu'il est impossible d'abaisser à 60 ans l'âge de la retraite. Abaissons-le tout de suite à 64 ans, l'an prochain à 63 ans, et ainsi de suite. C'est là un progrès aussi facilement réalisable que les autres. A mon avis, il est très urgent de le faire.

J'exposerai dans un instant l'une des raisons pour lesquelles je suis heureux de voir cette question abordée aujourd'hui. J'aurais préféré voir étudiée ma motion, que je considère comme plus générale, mais la chance a joué contre moi. Le sort lui a attribué le numéro 39, en sorte que j'ai peu de chances de la voir inscrire à l'ordre du jour. Je suis donc heureux de voir s'ouvrir aujourd'hui ce débat, parce que dans un mois le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social présentera son bill relatif aux conjoints âgés de 60 à 65 ans des personnes qui touchent déjà leur retraite. Malheureusement, ce bill n'accorde la pension au conjoint que sous certaines conditions de revenu. J'espère que le ministre me sera reconnaissant de l'effort que je fais pour dire «revenu». Quant à moi, il s'agit toujours de ressources, mais je sais qu'il n'aime pas ce terme.

Je suis heureux de prendre part au débat aujourd'hui parce que cela nous donne une chance de demander au ministre de donner une portée plus grande à son bill. Pendant la campagne électorale, quand le premier ministre (M. Trudeau) a fait connaître son programme de pensions pour les conjoints, il a dit que cela créerait des problèmes. Il a parlé des célibataires, des veuves et d'autres personnes et il a dit alors qu'on avait ébauché un programme de revenu. Je maintiens qu'un programme aussi limité que celui-ci créera des difficultés pour le gouvernement et il devrait y penser dès maintenant. Le projet de loi qu'on nous a promis pour les pensions des époux seulement, âgés de 60 à 65 ans et après vérification des revenus, devrait être transformé en un programme qui satisfasse aux besoins d'aujourd'hui, c'est-à-dire, monsieur l'Orateur, en un programme de pensions à 60 ans pour ceux qui ne sont pas sur le marché du travail. Cela devrait s'appliquer sans délai et à la sécurité de la vieillesse et au Régime de pensions du Canada.

Mlle Coline Campbell (secrétaire parlementaire du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, je m'oppose aujourd'hui au nom du gouvernement à la motion proposée par le député d'Abitibi (M. Laprise) qui voudrait qu'on accorde la pension de sécurité de la vieillesse à toute personne âgée de 60 ans

Sécurité de la vieillesse

aussi bien qu'à leur conjoint, même si le conjoint n'a pas l'âge d'admissibilité. La question n'est pas vraiment aussi simple que le laisse entendre le parti Crédit Social et on doit l'étudier d'un angle tout à fait différent, car il ne s'agit pas simplement de ramener l'admissibilité à 60 ans pour obtenir la sécurité de la vieillesse. Nous devons nous poser la question: «De quelle façon peut-on satisfaire pleinement tous les autres besoins et les besoins des gens qui ne sont pas âgés?» Cela devient important si nous ne dépensons que pour augmenter le revenu des gens âgés seulement.

Je voudrais rappeler aux députés que le gouvernement prend bien soin des personnes âgées. Je vais laisser à d'autres orateurs le soin d'exposer au nom du gouvernement les bénéfices mis à la disposition de cette catégorie de personnes. Je signale que des programmes s'appliquent déjà dans le cas de toute personne malade ou incapable de travailler, qui n'a pas atteint 65 ans. Ces personnes peuvent obtenir des prestations en vertu du Régime de pensions du Canada, ou dans le cadre de l'aide aux anciens combattants ou encore du régime d'assistance publique du Canada.

Monsieur l'Orateur, la motion à l'étude demande que le gouvernement abaisse l'âge de la retraite. Une telle mesure comporterait de fortes dépenses dont d'autres secteurs ont besoin.

La question se pose: sommes-nous bien certains que ce domaine exige une nouvelle mesure immédiate de la part du gouvernement? Est-ce là réellement notre problème social le plus urgent? Parce que si elle est mise en œuvre, cette mesure absorberait une grande partie des ressources fiscales supplémentaires dont dispose le gouvernement pendant une certaine période à venir. On a estimé que cette mesure coûterait près de 2 milliards de dollars au Trésor fédéral et entraînerait des dépenses supplémentaires nettes d'un milliard et deux tiers de dollars. Encore une fois, monsieur l'Orateur, nous devons considérer les besoins de toute la population canadienne et la responsabilité qu'a le gouvernement de répondre à ces besoins. Il est juste que le gouvernement considère le cas des personnes à la retraite, et il a déjà mis de l'avant certains programmes excellents qui présentent de l'intérêt pour les personnes appartenant à ce groupe d'âge, tels Horizons nouveaux, le Régime de pensions du Canada et ses récentes modifications qui entreront en vigueur le 1^{er} janvier 1975, de même que les programmes d'habitation pour les personnes âgées et de maisons de retraite à l'intention des personnes âgées qui ne sont plus en mesure de prendre soin d'elles-mêmes. Je mentionnerai également la hausse trimestrielle accordée dans le cadre des programmes de sécurité de la vieillesse et de supplément de revenu garanti.

Notre société compte toutefois beaucoup d'autres personnes qui ont certains besoins que le gouvernement canadien doit satisfaire; il faut examiner ces besoins en fonction des services qu'offre le gouvernement aux personnes âgées. Quels sont ces besoins? Il existe d'autres problèmes que celui de la sécurité sociale et notamment la lutte contre la pollution, la mise en valeur des ressources énergétiques, les transports et les problèmes du Nord canadien, pour n'en citer que quelques-uns; on les retrouve dans tout le pays. Il existe d'autres problèmes sociaux que celui de la sécurité du revenu. Il s'agit principalement des services de santé, du logement, de l'éducation des autochtones et des services de garderie, pour ne citer que quelques exemples. Le gouvernement doit s'intéresser à ces besoins et essayer de les satisfaire.